



Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, Joël VERA

Voirie, Espace public - Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la commune de Clapiers et Montpellier Méditerranée Métropole pour les travaux relatifs à la création d'un parking et la sécurisation du boulevard de la Liberté - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La commune de Clapiers souhaite structurer son offre de stationnement, notamment par la réalisation d'un parking face au parc municipal Claude Leenhardt et la sécurisation du boulevard de la liberté axe structurant de circulation. Le projet prévoit également de réaliser un plateau piétonnier traversant surélevé entre le parking et l'entrée du parc pour franchir le boulevard.

Or, ces programmes d'aménagement relèvent aujourd'hui de compétences distinctes.

En effet, si la construction du parking et l'aménagement d'une nouvelle ouverture du parc relèvent de la pleine compétence communale, c'est aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole qui est compétente en matière d'aménagement des espaces publics.

La cohérence de l'opération impose cependant que les éléments de programme soient traités de la manière la mieux coordonnée possible. Aussi, la Métropole et la commune ont envisagé la conclusion d'une convention de co-maitrise d'ouvrage, qui prévoit que l'ensemble de l'opération soit piloté par la commune

En application de l'article 2 II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée *« Lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération »*.

En conséquence, les deux parties ont convenu de la désignation de la commune de Clapiers comme maître d'ouvrage unique de l'opération *« Construction d'un parking situé sur le boulevard de la Liberté, avec réalisation d'un plateau traversant piétonnier et nouvelle ouverture du parc municipal Claude Leenhardt »*.

Considérant que les travaux d'aménagement de l'espace public prennent leur cause dans le projet de de réalisation du parking initié par la commune, et au titre des avantages que retire Montpellier Méditerranée Métropole d'un tel aménagement, les parties conviennent de la répartition financière décrite ci-après :

	Montant HT	Pourcentage
Travaux	207 600	100 %
Part commune de Clapiers	179 050	86 %
Part Métropole	28 550	14 %

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la commune de Clapiers et Montpellier Méditerranée Métropole relative aux travaux de construction d'un parking situé sur le boulevard de la Liberté ;
- dire que les crédits nécessaires aux dépenses qui seront réalisées par la Métropole sont inscrits à son budget, aux chapitres 905 et 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention de co-maîtrise d'ouvrage, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-71445-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmise en préfecture:

- Conv de co moa Clapiers

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.